

DOC-BOARD-21-03-09

## Boîte à outils sur le projet de protocole à la Convention d'Oviedo

---

### Document destiné à l'information et à la discussion

---

#### Objectif de ce document

Ce document fait le point sur le plaidoyer contre le projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo et présente une **boîte à outils développée avec Santé mentale Europe sur le plaidoyer contre le protocole.**

#### Questions destinées au Conseil

1. Avez-vous d'autres idées de plaidoyer pour vous opposer au projet de protocole additionnel ?
2. Avez-vous des nouvelles des discussions sur le projet de protocole additionnel dans vos pays ?

#### Introduction

Le [Conseil de l'Europe](#), composé de 47 États membres de la région européenne dont le rôle est de défendre les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, poursuit ses travaux en vue d'adopter son protocole additionnel à la Convention d'Oviedo (**« Projet de protocole additionnel relatif à la protection des droits de l'homme et de la dignité des personnes atteintes de troubles mentaux en ce qui concerne le placement et le traitement non volontaire »**). Le FEPH et ses partenaires demandent depuis longtemps l'abandon de ce projet, car il est en conflit direct avec la CDPH. S'il est adopté, ce protocole additionnel autorisera certaines formes de placement et de traitement involontaires des personnes handicapées. Nous voulons que ce projet soit retiré et que les États membres envisagent d'autres alternatives conformes aux droits de l'homme des personnes handicapées. Le FEPH a travaillé en étroite collaboration avec ses membres et ses partenaires pour

s'opposer au protocole additionnel. Pourtant, **le Comité DH-BIO prévoit de soumettre le texte au vote en juin. Il pourrait donc être officiellement adopté par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe d'ici la fin de l'année.**

Depuis un certain temps, nous menons des campagnes dans ce sens, par le biais de différents canaux : participation à des réunions, communication publique, événements (Forum de travail, par exemple) ou lettres aux gouvernements nationaux et aux ambassadeurs à Strasbourg. Le seul changement observé est un léger changement de langage et une tentative de rassembler des exemples de bonnes pratiques par le biais d'un compendium proposé par DH-BIO en 2019. En fin de compte, le projet final de protocole additionnel approuve toujours le traitement et le placement forcés et ne vise pas la coercition zéro.

Lors de la dernière réunion, le Comité exécutif a décidé de renforcer la campagne contre le projet de protocole additionnel à la Convention d'Oviedo qui est proposé cette année pour adoption par le Comité DH-BIO et le Conseil de l'Europe.

## Calendrier

- **Du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2021** : Les délégations des États votent lors de la réunion plénière de la commission DH-BIO
- **De juin à septembre (à confirmer)** :
  - Adoption par le Comité directeur pour les droits de l'homme
  - Avis non contraignant de l'Assemblée parlementaire
- **De l'automne 2021 au printemps 2022** (heure exacte à confirmer) : adoption par le Comité des ministres, généralement **par consensus** impliquant tous les États membres du Conseil de l'Europe (même ceux qui n'ont pas ratifié la Convention d'Oviedo). En l'absence de consensus, la règle est la majorité des 2/3. Cependant nous avons été informés que l'opposition de 5 à 10 pays pourrait suffire à s'opposer au processus.

## Boîte à outils sur le projet de protocole additionnel

Le FEPH et Santé Mentale Europe sont en train d'élaborer une boîte à outils pour plaider contre le projet de protocole additionnel auprès d'un large public : OPH, prestataires de services, institutions nationales des droits de l'homme, organismes de promotion de l'égalité, parlementaires.

Cette boîte à outils fournit des informations générales sur le projet de protocole, explique les violations des droits de l'homme qu'il engendre et propose des actions de sensibilisation concrètes à différentes étapes du processus.

Par ailleurs, elle contient un **tracker de plaidoyer** qui nous permettra d'être informés de toutes les actions prises au niveau national et de mieux soutenir les actions de plaidoyer dirigées vers des pays européens spécifiques.

De plus, elle lance un **groupe e-mail** pour toutes les parties désireuses de s'impliquer dans le plaidoyer.

La boîte à outils sera publiée début mars lors d'une réunion de lancement.

## Autres actions prévues par le FEPH

- Lettres et réunions politiques : par exemple, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, le Comité CDPH et les titulaires de mandats spéciaux ;
- Déclarations de haut niveau : à l'ouverture de la session du Comité de la CDPH et du Conseil des droits de l'homme ;
- Engagement de l'Union européenne - Dalli/Kyriakides ;
  - Une demande d'avis pro bono a eu lieu, afin d'évaluer l'impact de l'adoption du protocole sur l'application de la CDPH par l'UE. Nous comprenons que la Commission ne peut intervenir qu'en cas d'impact légalement prouvé sur sa capacité à mettre en œuvre la CDPH.
- Campagne médiatique ;

- Utilisation des réseaux sociaux pour atteindre les pays/acteurs politiques ;
- Mise à jour de la page web du FEPH sur le protocole additionnel et notre campagne ;
- Publications de blogs et interviews.